

**Demande de décision préjudicielle présentée par le Tribunale di La Spezia (Italie) le 14 mai 2012 — Simone Gardella/Istituto nazionale della previdenza sociale (INPS)**

(Affaire C-233/12)

(2012/C 217/22)

*Langue de procédure: l'italien*

**Jurisdiction de renvoi**

Tribunale di La Spezia

**Parties dans la procédure au principal**

*Partie requérante:* Simone Gardella

*Partie défenderesse:* Istituto nazionale della previdenza sociale (INPS)

**Questions préjudicielles**

- 1) Les articles 20, 45, 48 et 145 à 147 TFUE et l'article 15 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne doivent-ils être interprétés en ce sens qu'ils font obstacle à une législation nationale ou à une pratique administrative nationale qui ne permettent pas à un travailleur d'un État membre de transférer au régime de pension d'une organisation internationale établie sur le territoire d'un autre État de l'Union européenne, où il travaille et est assuré, les droits à pension qu'il a acquis dans le régime de prévoyance de son État, où il était assuré précédemment?
- 2) En fonction notamment de la réponse à la première question, le transfert des droits à pension doit-il être rendu possible même en l'absence d'un accord spécifique entre l'État membre d'origine du travailleur ou son institution de pension, d'une part, et l'organisation internationale, d'autre part?

**Demande de décision préjudicielle présentée par le Tribunale Amministrativo Regionale per il Lazio (Italie) le 14 mai 2012 — Sky Italia Srl/AGCOM**

(Affaire C-234/12)

(2012/C 217/23)

*Langue de procédure: l'italien*

**Jurisdiction de renvoi**

Tribunale Amministrativo Regionale per il Lazio

**Parties dans la procédure au principal**

*Partie requérante:* Sky Italia Srl

*Partie défenderesse:* Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni (AGCOM)

**Questions préjudicielles**

- 1) L'article 4 de la directive 2010/13/UE <sup>(1)</sup>, le principe général d'égalité et les dispositions du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en matière de libre circulation des services, de droit d'établissement et de libre circulation des capitaux doivent-ils être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à la réglementation prévue à l'article 38, paragraphe 5, du décret législatif n° 177/2005, qui prévoit des limites horaires au temps de transmission consacré à la publicité plus basses pour les organismes de radiodiffusion télévisuelle payante que celles fixées pour les organismes de radiodiffusion télévisuelle en clair?
- 2) L'article 11 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, interprété à la lumière de l'article 10 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, et notamment le principe du pluralisme de l'information, s'opposent-ils à la réglementation prévue à l'article 38, paragraphe 5, du décret législatif n° 177/2005, qui prévoit des limites horaires au temps de transmission consacré à la publicité plus basses pour les organismes de radiodiffusion télévisuelle payante que celles fixées pour les organismes de radiodiffusion télévisuelle en clair, en introduisant une distorsion de concurrence et en favorisant la création ou le renforcement de positions dominantes sur le marché de la publicité télévisée?

<sup>(1)</sup> JO L 95, p. 1.

**Recours introduit le 16 mai 2012 — Commission européenne/République française**

(Affaire C-237/12)

(2012/C 217/24)

*Langue de procédure: le français*

**Parties**

*Partie requérante:* Commission européenne (représentants: B. Simon et J. Hottiaux, agents)

*Partie défenderesse:* République française

**Conclusions**

— constater que, en ne garantissant pas la mise en oeuvre correcte et complète de toutes les exigences énoncées aux annexes II et III de la directive 91/676/CEE du Conseil, du 12 décembre 1991, concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles <sup>(1)</sup>, la République française a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 5, paragraphe 4, et des annexes II (A.1, A.2, A.3 et A.5) et III (1.1, 1.2, 1.3 et 2) de ladite directive;

— condamner la République française aux dépens.